

Mobiliser le champ des communs pour éclairer les enjeux de conservation de la biodiversité marine hauturière

Nadège Legroux,

doctorante

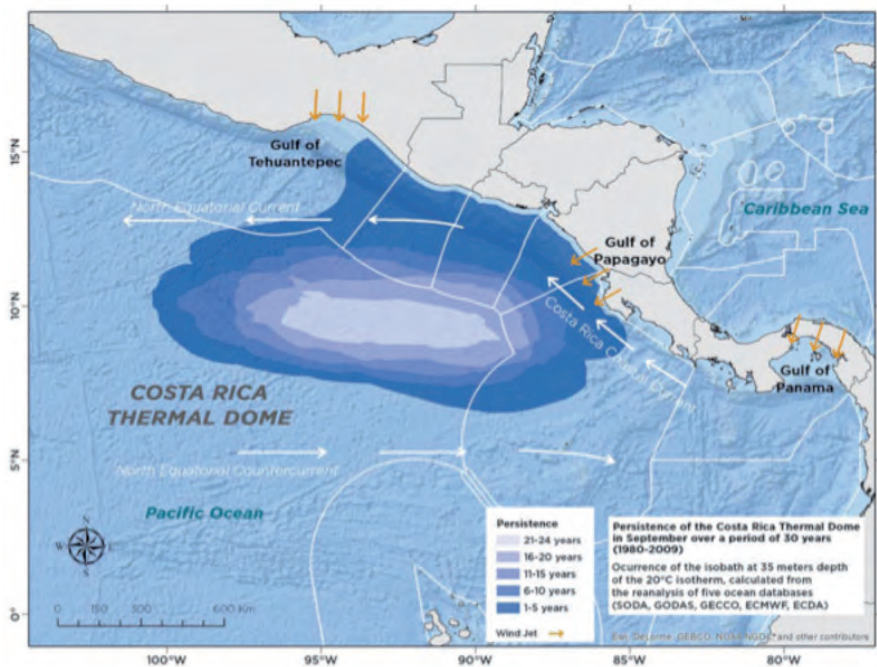
Agence française de développement, UMR SENS (IRD/UPVM)

Les négociations en cours à l'ONU, sur la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, illustrent la formulation politique de problèmes environnementaux en lien avec l'océan. Des sphères intergouvernementales à de nombreux autres niveaux (régionaux, nationaux, locaux), la mise à l'agenda de la gestion de l'environnement marin semble gagner en importance, interrogeant les divisions sectorielles et juridictionnelles dont est empreinte l'organisation des activités maritimes. Ces problématiques de gouvernance de l'environnement, en particulier dans les eaux internationales, soulèvent un défi majeur à la fois en terme d'action collective et de rapport des sociétés humaines à la biosphère. Ces deux champs constituent des objets privilégiés de recherche en sciences sociales auxquels contribue une littérature foisonnante sur les communs. Traversant les frontières disciplinaires et dépassant l'univers académique, pour être saisis par des mouvements politiques, les communs sont aujourd'hui mobilisés de manière croissante, y compris pour appréhender la gestion de l'espace marin. L'objectif de la thèse de géographie, menée depuis novembre 2019, entre le département de la recherche de l'Agence française de développement et l'UMR SENS¹, est de mettre ce corpus à contribution des réflexions sur la conservation de la biodiversité marine dans le domaine hauturier. Elle propose pour cela de s'intéresser à la production géographique d'un

1. *Unité mixte de recherche Savoirs, Environnement et Sociétés (NDLR)*

espace marin dont la conservation et la gouvernance font l'objet d'une attention grandissante : le dôme thermique du Costa Rica.

Phénomène océanique dont les premières descriptions scientifiques remontent à la fin des années 1940, le dôme thermique du Costa Rica est un *upwelling*² inédit, situé à environ 300 km des côtes Pacifique des pays d'Amérique centrale. Cette remontée d'eau froide, riche en biodiversité, provoquée par les principaux courants marins et les vents qui traversent les reliefs du continent, prend forme sur 530 000 km² en moyenne. Sa saisonnalité intra et interannuelle se traduit par le déplacement et l'étalement du dôme, entre la haute mer et les eaux sous juridiction nationale des pays centraméricains, faisant de sa fluidité, de sa mobilité et de son caractère pluri-juridictionnel autant d'obstacles à l'élaboration d'un modèle de gouvernance. Celui-ci fait pourtant, depuis près d'une décennie, l'objet du plaidoyer environnemental d'une ONG régionale auprès de différentes plateformes intergouvernementales et des secteurs d'activités interagissant avec le dôme. Ces discussions se poursuivent actuellement dans le cadre d'un projet financé par le Fond français pour l'environnement mondial sur la gouvernance d'aires remarquables en haute mer.



Source : Ross Salazar, E., Jiménez Ramón, J.A., Castro Campos, M., Blanco Bolaños, M. 2019. *The Thermal Dome of Costa Rica* / Atlas. MarViva Foundation, San José. 108 pp. © 2019. MarViva Foundation

2. Remontée d'eau (NDLR)

Aujourd'hui, le dôme thermal du Costa Rica constitue un espace relativement peu connu dont la production géographique est amenée à évoluer avec les efforts de conservation qu'il suscite. On peut émettre l'hypothèse qu'il est construit – en tant que projet scientifique, politique, économique – par des acteurs multiples circulant entre différentes échelles : chercheurs, acteurs de la conservation, acteurs de la pêche hauturière, acteurs issus de nombreux secteurs maritimes dans les pays adjacents au Pacifique est tropical. Si cette construction est multiforme, elle semble faire l'objet d'un tournant environnemental caractérisé, dès 2013, par la reconnaissance partielle du dôme (Papagayo's upwelling system and adjacent areas) en tant que zone marine d'importance écologique ou biologique de la convention sur la diversité biologique. Ce tournant a par la suite été renforcé, par sa désignation en tant que site pouvant prétendre à être candidat à la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, et par l'obtention de fonds internationaux dans le cadre de différents projets de conservation.

Ce tournant alimente la formulation de nouveaux problèmes et mène à des coopérations et clivages qui font de la production géographique du dôme un phénomène de plus en plus dense et complexe. Au regard des objectifs d'institutionnalisation du dôme, exprimés par certains acteurs, une question centrale se pose quant à la dimension collective de la production de cet espace. Dans quelle mesure la construction du dôme thermal du Costa Rica, en tant que « projet » (scientifique, de conservation, de gouvernance), contribue-t-elle à produire un espace géographique commun ? C'est pour approfondir cette question de recherche, et l'enquête empirique à laquelle elle s'intéresse, que le champ des communs va pouvoir apporter des éclairages précieux.

L'état d'avancement de ce travail de recherche, qui souhaite arborer une approche inductive, ne permet pas encore de stabiliser des propositions autour de la mobilisation des communs par rapport au cas empirique du dôme. Néanmoins, une première exploration du champ des communs et de ses liens à l'océan fait d'ores et déjà émerger quelques constats. Tout d'abord, les épistémologies des communs imposent de rendre compte des appartenances disciplinaires et linguistiques, qui alimentent la polysémie de termes de ce champ sémantique. Il est par exemple très différent d'aborder les bien(s) commun(s) par le prisme de l'économie, du droit ou de la philosophie, ou encore selon leur usage en français, en anglais ou en italien. De plus, on observe que selon les épistémologies, les termes autour des communs se dispersent selon un continuum où ils sont envisagés en creux – de la propriété, de la gouvernance, de la souveraineté – ou, à l'inverse, où ils caractérisent des actes d'institutionnalisation ou d'expression de l'action collective. Les épistémologies des communs divergent alors selon que ceux-ci sont considérés, en creux, comme des problèmes, ou de manière plus « positive » comme des réponses aux problèmes.

Les questions qui se posent, au sujet de la dimension collective de la construction du dôme en tant que projet, nous invitent à mobiliser une réflexion du champ des communs articulée autour des pratiques collectives. Ceux-ci peuvent permettre d'appréhender la manière dont les acteurs parviennent à converger collectivement autour de problèmes, ainsi que les rapports qu'ils organisent à l'environnement et aux vivants. Les terminologies verbales de faire commun ou commoning, même si elles tendent à être moins théorisées que de nombreux termes substantifs, peuvent en particulier alimenter une réflexion sur les pratiques collectives de production de l'espace. A partir d'un travail empirique de géographie, l'objectif sera donc d'interroger, dans l'espace marin hauturier en prise aux enjeux de conservation de la biodiversité marine, l'émergence de pratiques concrètes de communs.

Institut Français de la Mer

47, rue de Monceau - 75008 Paris

Tél.: 01 53 89 52 08

institutfranc@aol.com

Rejoindre et soutenir l'IFM



Promouvoir sans relâche les activités maritimes, réunir tous les responsables maritimes, faire entendre et respecter la voix de tous ceux pour qui la mer est une priorité, tels sont les objectifs majeurs de l'Institut Français de la Mer, le « Parti de la Mer ».